

Réunion du 22 janvier 2019

Participants : P. HEVIN ; E. DELIZY ; F. PROUST ; P. DEREGEL ; B. FLORIN ; J. LEROY ; J. PEZOT ; G. ESPINOSA ; G. LANCELOT ; D. CHASTENET ; Y. LUBRANESKI ; G. MOULIN ; C. RIANDEE ; E. PIERRE ; R. FORCE ; B. AGRAWAL ; C. SOUTIF ; C. DENIS ; P. BRABANT ; F. JAKOB

Reprise des réunions en réaction avec la proposition de grand débat national organisé par le gouvernement suite à la crise des « Gilets jaunes ».

Rappel de l'invitation

*« Suite à l'actualité récente, nous avons tous constaté que les sujets évoqués depuis le début de la crise des gilets jaunes ont de nombreux points communs avec ceux que nous avons discutés lors des différentes réunions Communes Citoyennes.*

*Le débat national qui est en train de s'organiser est une occasion de porter nos propositions et de les compléter.*

*C'est aussi une occasion de faire vivre le débat démocratique que nous recommandons face aux mouvements d'humeur ou de désespoir qui s'expriment ici ou là de façon désordonnée ou violente. »*

Cette réunion a également été annoncée sur le site national du grand débat. Un certain nombre d'habitants de Gif-sur-Yvette s'y sont joints.

#### **Agenda**

**Utiliser et étendre nos travaux antérieurs pour s'inscrire dans le grand débat proposé par le gouvernement.**

- **Quel est le but de la réunion**
  - Objectif
  - Horizon
  - Tour de table
- **Echange sur les contributions possibles**
  - Travail en 3 groupes sur les 4 thèmes proposés (« world cafe »)
  - Synthèse
- **Et Après...**

2 autres réunions sont programmées pour préparer une contribution au grand débat avant le 15 mars.

**Prochaines réunions : Mardi 19 février 2019 – 20h30 – Espace Target**

Consolider et étendre les sujets abordés le 22/01

**Mercredi 13 mars 2019 – 20h30 – Espace Target**

Mise en forme de notre contribution collective au grand débat

Au cours du tour de table il a été constaté que de nombreux sujets pourraient être ajoutés aux thèmes proposés.

- Pas de volet spécifique « Education » sujet sur lequel 3 propositions avaient été faites par Communes Citoyennes auparavant.
- Pas de correspondance évidente entre les préoccupations que nous avons groupées sous l'étiquette « Equité » (par ex. Economie Sociale et Solidaire, Revenu universel Individuel, ...) dont la proposition N°3 « Droit de préemption des salariés »
- Interrogations sur l'aspect innovant de la démarche qui reste pilotée et fortement encadrée depuis les instances dirigeantes en place
- ...

Le travail de la session a été organisé en 3 sous-groupes travaillant sur les 4 thèmes proposés (en regroupant 2). Tous les participants s'expriment dans chacun des 3 sous-groupes.

### **3 groupes pour 4 thèmes du grand débat**

**1- « La fiscalité et les dépenses publiques »**

**2- « La transition écologique »**

**3- « Démocratie et citoyenneté + L'organisation de l'État et des services publics »**

Les synthèses de ces 3 sous-groupes suivent ci-dessous.

## 1- « La fiscalité et les dépenses publiques »

La Fiscalité recouvre principalement les impôts sur le revenu, la TVA, les impôts sur les sociétés (également impôts sur les successions, ...).

### Fiscalité

Seulement une partie des Français paie l'impôt sur le revenu. Tout le monde devrait y contribuer (selon ses moyens - cf déclaration des droits de l'homme et du citoyen)

- être reconnu comme citoyen
- conscience que les services publics ne sont pas gratuits

Deux types de population échappent à l'IR les plus modestes et les plus riches (optimisation/évasion fiscale)

Contribution de tous à l'IR via une réelle progressivité (flat tax Même % de retenue sur les revenus pour tout le monde??)

Trop grande complexité de la fiscalité, existence des niches fiscales = manque de visibilité.

Taxer les sociétés dans le pays où le chiffre d'affaire est réalisé.

Taxes locales : même base partout en France à moduler selon la situation du contribuable et selon certains critères de « bon comportement » (bonne utilisation de ses ressources ???) de la commune.

### Dépenses publiques / Services publics

Il devrait y avoir une meilleure prise en compte des spécificités locales, des besoins exprimés localement et des solutions proposées par les acteurs locaux pour une meilleure utilisation des deniers publics.

Il y a trop de normes appliquées sans qu'elles soient nécessaires et qui engendrent des coûts inutiles (exemple des chambres de 20 m<sup>2</sup> pour handicapés pas forcément adaptées selon le handicap).

Trappes à inactivité dues aux effets de seuils.

Réfléchir sur le revenu universel et l'impôt négatif pour remplacer les aides diverses.

Déductions fiscales pour favoriser l'investissement. Les investissements devraient être décidés démocratiquement, favoriser l'investissement en France.

Soutien à l'investissement : financement de certains investissements par souscription locale. Financement collaboratif.

TVA variable pour produits de première nécessité

## 2- « La transition écologique »

(en rouge, ce qui est déjà développé au niveau local)  
(en vert, ce qui a été soumis à la votation citoyenne le 23 avril 2016)

### AU NIVEAU GLOBAL (NATIONAL et INTERNATIONAL)

La transition écologique adresse plusieurs dimensions, liées entre elles :

- Réchauffement, dérèglement climatique (les accords de la COP 21 à Paris ne sont pas respectés, à commencer par la France où les émissions sont à la hausse ... Selon le rapport spécial du Giec d'octobre 2018, limiter le réchauffement à 1,5 degrés en 2100 nécessite une division par deux des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030 et être à zéro émission nette en 2050.
- Limitation des ressources naturelles (pic pétrole, terres rares, exploitation des forêts, pêche ...)
- Pollution avec de nombreuses conséquences sur l'Homme et l'environnement (réduction de l'espérance de vie ...)
- Biodiversité (moins 50% en 50 ans, il y a urgence !)
- ...

Cette transition nécessite un véritable changement de paradigme. Aujourd'hui, notre société souffre toujours d'une addiction aux énergies fossiles (pétrole, charbon, gaz de schiste) et les intérêts financiers à court terme passent avant le reste ... Il n'existe pas ou très peu de droit de la Nature et du vivant. « Quand le vent du changement se lève, les uns construisent des murs, les autres des moulin » (Proverbe chinois). Les transformations nécessaires pour cette transition écologique peuvent être désirables : sobriété heureuse où nous prenons le temps de vivre.

Le point de départ est la prise de conscience par les citoyens de l'importance de ces enjeux, à la fois des risques majeurs associés et des opportunités pour notre société.

#### Inclure notre proposition No 6 : éducation citoyenne et développement durable

Au-delà de la prise conscience des défis environnementaux et de l'importance des « écogestes », cette éducation doit inclure des actions concrètes qui permettent aux élèves et aux étudiants de retrouver un lien essentiel avec la Nature et à développer l'autonomie, « reprendre le contrôle » dans leur vie au quotidien, expérimenter le « bon côté » de la transition aujourd'hui rendue nécessaire. Notons que l'éducation à la Nature aide à comprendre la dimension systémique de la vie. Le monde est aujourd'hui d'une telle complexité qu'il est difficile d'appréhender cette dimension et comprendre les conséquences de nos actions. Voir à titre d'exemple le documentaire « tout s'accélère » où nous retrouvons les questionnements dans une classe de CM2. [http://imagotv.fr/php/movie.php?type\\_id=documentary&content\\_id=tout\\_s\\_accelere](http://imagotv.fr/php/movie.php?type_id=documentary&content_id=tout_s_accelere) => 28 janvier

#### Autres propositions existantes ou à développer :

- Organiser des projections / débats sur des sujets liés à la transition écologique
- Associer les parents aux actions d'éducation citoyenne et développement durable
- Faire connaître au plus grand nombre le pacte Pacte Finance-Climat - <https://www.pacte-climat.eu/fr>

- Rendre vivante et désirable la notion de sobriété heureuse (voire de décroissance, en biens matériels ... pas en qualité de vie ...)
- Question taxes, faut-il taxer les pratiques néfastes ou au contraire encourager les économies et les pratiques vertueuses ?
  - Répréhension des activités polluantes (amendes, taxes sur les émissions de CO2, écotaxe)
  - Baisse des taxes ou incitation financière pour les circuits courts et la relocalisation
  - Favoriser le droit à l'usage et le coût du mésusage ( ex : une consommation énergétique «minimale, nécessaire pour vivre simplement» ( à définir collectivement) est peu chère voire gratuite, par contre plus on consomme au-delà de cette limite, plus cela est cher. Réfléchir à des actions locales concrètes dans ce sens.

## **CONSOMMATION**

### ***Constats :***

- Nous vivons dans une « société de consommation » et nos choix en tant que « consommateur » peuvent faire significativement bouger les lignes, en prenant en compte à la fois :
  - L'utilité du produit (répond-t-il à un véritable besoin ? quel effort / travail est nécessaire pour être en mesure de l'acheter et cela en vaut-il la peine ? )
  - la qualité des produits et leur impact pour notre propre santé
  - l'impact social et environnemental de leur production et du transport
  - leur véritable coût dans la durée : un produit bon marché, rapidement inutilisable et non réparable coûte souvent très cher !
- L'information des consommateurs est souvent insuffisante, ou n'est pas comprise (« on est souvent perdu, et on n'a pas des heures pour acheter un produit ... »)
- Obsolescence programmée des produits
- ...

### ***Propositions :***

- Contribuer à la création d'un collectif national (voire européen) d'associations en mesure de donner des informations fiables sur les produits et les pratiques des entreprises :
  - garantissant l'indépendance par rapport aux distributeurs
  - évaluation des produits prenant en compte aussi bien les critères nutritifs/santé pour l'alimentation que les pratiques sociales du fabricant
  - test de la validité du greenwashing
- Développer dès maintenant, localement un collectif citoyen local donnant des informations sur les produits (ex : distance parcourue et impact carbone, qualité du produit, impact social et environnemental de la production...).
  - Associer adultes, élèves et les étudiants pour partager des informations sur le sujet, que s'interroger sur ce que nous achetons et les conséquences, devienne quelque chose de naturel.

- Informations concrètes sur les produits relayées dans le Bulletin Municipal
  - La dynamique collective est ici primordiale ...
  - ...
- Garantir la réparabilité des produits, l'accès aux pièces détachées, l'extensions de garanties  
 Inclure notre proposition 4 : Augmentation de la durée légale de conformité  
 Inclure notre proposition 5 : Mesures d'aide à la réparabilité des produits
  - Développer des magasins réellement responsables d'un point de vue humain et environnemental (choix des produits, réduction des transports, diminution des emballages, développement de la distribution en vrac ...)
  - Créer un cercle vertueux pour valoriser les « bonnes entreprises »
  - Privilégier la qualité et consommer moins de viande (responsable de plus d'émission de gaz à effet de serre que le transport, de pollution... etc). Voir la vidéo du Monde : L'impact de la viande sur l'environnement expliqué en 4 minutes :  
<https://www.youtube.com/watch?v=nVydG2DFU0>
  - Ressourcerie (lieu pour réparer, donner une seconde vie aux objets avec très peu de transport, prendre conscience de ce qu'est une « société de consommation »...) à développer – travailler en réseau avec d'autres ressourceries sur notre territoire.
  - Déchetterie : évite les décharges sauvages mais il est important de s'assurer que les objets déposés sont ré-utilisés ou recyclés au mieux (beaucoup de choses partent au « tout venant » ...) – Si c'est par exemple une « bonne chose » de recycler le verre, pourquoi ne pas nettoyer et réutiliser les bouteilles ? ex : <https://www.bastamag.net/La-consigne-des-bouteilles-en-verre-moins-couteuse-et-energivore-que-le>
  - **Poursuivre et développer les activités du Repair Café existant** – apprendre à réparer nos produits au lieu de les jeter, un geste utile pour l'environnement, notre porte-monnaie et un plaisir d'apprendre à le faire ensemble !
  - Développer des actions d'éducation/sensibilisation/communication tous publics (élèves, jeunes, adultes)  
 Inclure notre proposition 6 : Education à la citoyenneté et au développement durable
  - Contribuer concrètement au développement d'activités locales tant par des aides si nécessaires que par la mobilisation des consommateurs locaux.
  - Promouvoir largement **l'utilisation de la Monnaie locale (La Racine) en expliquant son intérêt** : <https://laracine-monnaie.fr/> ou <http://projet-mlc86.fr/videos-fonctionnement-et-interet-des-monnaies-locales/>

## **AGRICULTURE**

### **Constats :**

- Les surfaces et l'activité agricoles diminuent régulièrement d'année en année sur notre territoire (entre 1988 et 2010 surface agricole -12%, labourable -35% et effectifs -54%)
- La production agricole locale (principalement grandes cultures) est très peu consommée localement
- Utilisation de pesticides, engrais et autres produits phytosanitaires qui polluent notre territoire

- Compétition alimentation / production d'énergie pour certaines cultures comme le colza  
ex : <https://www.lci.fr/sciences/les-biocarburants-a-l-ethanol-au-colza-ou-a-l-huile-de-palme-c-est-bon-ou-c-est-mauvais-pour-l-environnement-2090105.html>
- Agriculture bio : en cours de développement localement, encourageant avec un besoin d'aller beaucoup plus loin
- PAT (Projet Alimentaire Territorial) : <http://www.cc-paysdelimours.fr/pat>
- Monnaie locale (La Racine) <https://laracine-monnaie.fr/>

### **Propositions :**

- Accompagner concrètement les agriculteurs pour des pratiques plus respectueuses des terres, l'abandon du glyphosate et autres produits phytosanitaires nuisibles pour la terre et/ou l'Homme, la recherche d'intrants non polluants, la diversification, la conversion au bio ... et recréer localement un lien entre eux et les habitants. (Voir PAT)
- Développer des circuits courts (AMAP <https://sites.google.com/site/lepanierdesindiens/> , coopératives...)
- Pratiquer des prix équitables (pour garantir des revenus décents aux agriculteurs)
- Développer un ou de véritables magasins coopératifs locaux où sont vendus les produits locaux (accès facile pour les consommateurs, livraison facile pour les producteurs et schéma économique clair dans lequel tout le monde se retrouve).

## **HABITAT et TRANSPORTS**

### **Constats :**

- Etalement urbain, d'où augmentation des distances habitat/lieu de travail
- Mobilité souvent subie (pas choisie) et déplacements de loisirs parfois lointains pour de courtes durées ...
- Inflation des transports liés à la délocalisation (pour minorer les coûts de main d'œuvre) avec une énergie beaucoup trop bon marché par rapport aux coûts de main d'œuvre locale.
- Pollution atmosphérique et sonore due aux avions (Orly) avec un kérosène très peu taxé.
- Habitat à revoir (isolation, changement des modes de chauffage...) – La France a des décennies de retard sur des pays comme l'Autriche où les maisons passives sont la norme ! Conception et matériaux de construction à faire évoluer.
- Certains habitats insalubres, passoires énergétiques ...

### **Propositions :**

- Développer les liaisons douces avec comme objectif qu'elles deviennent des moyens de transports naturels, bon pour la santé, le moral, l'environnement et une prise de conscience sur notre société, son addiction au pétrole...) => Concrètement, tous les villages de notre territoire sont reliés par des pistes cyclables sécurisées et agréables avec des accès aux transports public équipés pour laisser son vélo en sécurité. **Gare routière de Briis existante.**
- Rendre gratuits les transports en commun et les parkings des gares

- **Co-voiturage**
- Avoir le choix d'un moyen de transport adapté (voiture électrique ? <https://www.notre-planete.info/actualites/1802-comparatif-voiture-electrique-essence-diesel-pollution>). Incitations financières ad hoc.
- Développer le télétravail, éventuellement des centres locaux de co-working.
- Remplacer une partie du transport routier par du ferroutage
- Se mobiliser sur notre territoire pour la limitation du trafic à Orly et l'évolution de la trajectoire d'atterrissage pour limiter les nuisances sonores. Demander la taxation du Kérozène comme les autres produits pétroliers pour le transport et des taxes supplémentaires pour les vols domestiques pouvant être remplacés par des trains (exemple de coût du mésusage).
- Pour l'habitat, proposer de véritables solutions clé en main abordant la question de l'isolation et du chauffage dans son ensemble avec un véritable conseil non intéressé et des travaux de qualité abordables (avec les aides ad hoc). Sortir d'un saupoudrage avec des actions très partielles au grès d'incitations fiscales souvent peu cohérentes.  
=> Objectif que les maisons passives (ou presque) deviennent la norme sur notre territoire avec l'écosystème et les emplois associés.

### 3- « Démocratie et citoyenneté + L'organisation de l'État et des services publics »

Au cours des trois tours de discussion successifs les thèmes suivants sont apparus et se sont progressivement consolidés :

#### Premier tour

Mainmise de l'industrie et de la finance sur le pouvoir en place. « Le Système nous contrôle »

Nombreux sont ceux qui ne votent plus et donc sont mal représentés, à moins que ce soit l'inverse, se jugent trop mal représentés pour justifier d'aller voter

Fonctionnement en discipline de parti plutôt qu'en terme de mandat. Perception ou soupçon de priorité à des intérêts particulier plutôt qu'au bien commun.

⇒ Il y a une crise de la représentativité

La connaissance des problèmes (acquise par la presse par ex) est très insuffisante, d'où une médiocrité des débats.

Carence de la prise en compte des avis d'experts dans les décisions. Penser à l'exemple des jurys d'Assises qui ont une méthodologie pour aboutir à une décision grave sur des problèmes difficiles avec un groupe de citoyens quelconques encadrés par les juges professionnels.

⇒ Comment bâtir des décisions informées sinon consensuelles ?

#### Deuxième tour (verbatim)

La démocratie représentative est fatiguée

- Evoluer vers un système mixte : représentants élus + représentants tirés au sort
- + de pouvoir pour les citoyens
- Que la démocratie participative soit écoutée et suivie
- Organiser la révocabilité des mandats à tous les niveaux
- Supprimer le CESE et le Sénat
- Rendre le vote obligatoire ?
- Séparer expertise pour instruire les dossiers et décision (prise par les politiques)
- Repenser la formation des élites : Hauts fonctionnaires qui sont non contrôlés par les citoyens

Divers

- Service publics en péril - dommage
- Nous vivons dans une démocratie

Lutter contre le système financier/ industriel

- GAFA taxés
- Trouver une banque honnête
- Actionnaires
- Rééquilibrer entre politique et économique. Comment dans un espace mondialisé où les états pèsent peu.
- Trouver des accords au niveau européen et obliger les pays à les suivre
- Europe Européenne
- Réforme européenne que les états empruntent auprès de la BCE et non auprès des banques.

### Troisième tour

Inclure notre proposition N° 1 : « Une coopération intercommunale au service de l'intérêt général »

Inclure notre proposition N° 2 : Reconnaissance du vote blanc comme vote exprimé.

Lutter contre le système

- Interdire (par ex dans la constitution) de présenter un budget de l'état en déficit
- Supprimer le CESE ou au contraire renforcer sa compétence : changer peut-être la forme mais pas la fonction : organiser l'intervention d'experts dans le conflit expertise / décision. Trouver le schéma qui assure l'indépendance des experts.
- Cesser l'étranglement des PME/PMI et « petits » business

Rétablir un contrôle effectif sur les fonctions politiques

- Revoir la constitution
  - o Equilibrer les pouvoirs entre président et chambres/corps intermédiaires. Limiter la personnalisation qui est exacerbée par l'élection au suffrage direct.
  - o Désynchroniser les élections présidentielles et législatives
  - o Ajouter un tirage au sort
- Révocabilité des mandats
  - o Exiger l'exemplarité des représentants
  - o Contrôler l'exécution des programmes et des mandats
  - o Assurer l'équilibre entre mandat et discipline de parti dans le travail parlementaire.